



Changement climatique et
Sécurité alimentaire en Afrique Sub-Saharienne :
Des diagnostics établis par les pays...
... à un agenda de solutions concertées

Résumé

L'année 2015 sera une étape importante dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement face aux impacts annoncés du changement climatique avec notamment la fixation des objectifs du développement durable post-2015 et surtout la COP Climat de Paris.

Concernant la sécurité alimentaire, 2015 est aussi l'année de l'eau pour le Comité pour la Sécurité Alimentaire mondiale. L'eau qui est le facteur de production agricole touché en priorité par les effets du changement climatique. Dans ce contexte le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (MAAF) contribue significativement au débat mondial en valorisant son expertise et son expérience.

Dans ce cadre le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP, Global Water Partnership, constitué de plus de 3000 organisations dans plus de 180 pays) se mobilise avec le MAAF dès 2015 en vue de contribuer aux solutions du futur dans le cadre d'une action coordonnée sur la sécurité alimentaire face au changement climatique.

L'action prévue vise à valoriser les atouts du réseau mondial en Afrique Sub Saharienne et l'expertise du MAAF via son agence spécialisée ADECIA pour identifier et préparer des plans d'action à même d'appuyer les pays concernés en vue de la résilience de leurs systèmes de production agricole et de sécurité alimentaire. L'action soutiendra des pays afin de relever les défis du futur en particulier en travaillant sur la gouvernance et sur les techniques innovantes telles que l'agro-écologie. Trois phases successives sont prévues :

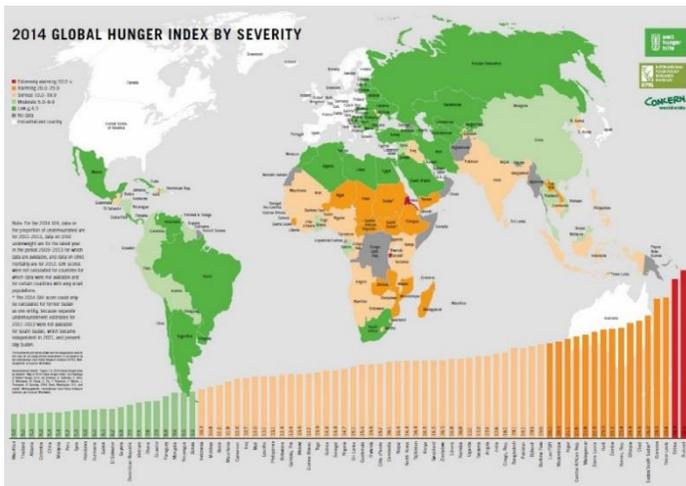
Descriptif	Principaux produits	Ressources
1 Une phase de concertation nationale et régionale sur les enjeux de l'eau et de la sécurité alimentaire au sein des différents nexus (énergie, commerce, écosystèmes)	Une série de rapports nationaux (juin 2015)	<u>Techniques</u> : HLPE du CSA, acteurs locaux, GWP (global, rég., pays) <u>Financières</u> : MAAF, GWP, GIZ
2 Une phase d'exploitation des travaux nationaux destinée à identifier les priorités à l'échelle de l'ensemble des pays concernés et à élaborer un projet concerté à même de répondre de manière innovante aux problématiques	Une synthèse des rapports pays (juillet 2015) Un atelier régional d'identification des priorités (fin 2015-début 2016) Une NOP à soumettre au FFEM (mars 2016)	<u>Techniques</u> : acteurs locaux, GWP (global, rég., pays), MAAF, instituts de recherche, ONG <u>Financières</u> : MAAF, GWP
3 Une phase de mise en œuvre du projet pluriannuel de mise en œuvre de l'appui technique et institutionnel défini dans la phase précédente (2016-2020)	Politiques agricoles adaptées Plans Nationaux d'Adaptation traitant de l'agriculture/sécurité alimentaire Nouvelles techniques diffusées Résilience de l'agriculture améliorée Sécurité alimentaire renforcée	<u>Techniques</u> : acteurs nationaux et locaux, GWP (global, rég., pays), MAAF, recherche, ONG <u>Financières</u> : FFEM, BAfD, WB, GEF, ...

Le GWP et le MAAF, par cette initiative visant la région la plus touchée par l'insécurité alimentaire et le changement climatique, bâtissent les fondements d'une dynamique assise sur leurs cœurs de métier respectifs : l'adaptation des politiques de sécurité alimentaire et le développement face aux changements. Parallèlement, l'inclusion dès l'origine des acteurs locaux garantit un ancrage dans les priorités réelles des pays et constitue un atout en vue de la fédération d'autres acteurs du développement autour du FFEM pressenti comme « leader » des partenaires de ce programme. Le GWP et le MAAF sont ainsi dans leur rôle en mobilisant leurs réseaux et ressources au service de cette initiative prenant part activement à la mobilisation mondiale sur les priorités actuelles.

I. Contexte et enjeux

A. Insécurité alimentaire en Afrique Sub Saharienne : l'Eau, élément de réponse clé pour des pays mobilisés mais confrontés aux défis du changement climatique

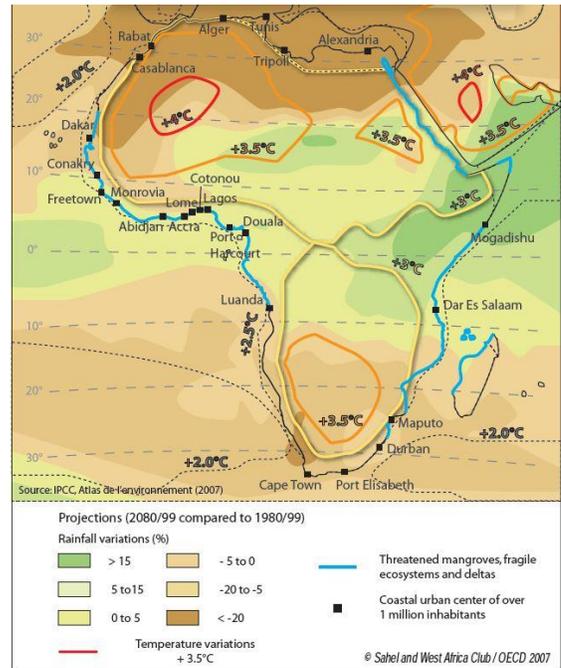
L'Afrique, sa partie sub-saharienne en particulier, apparaît comme une des zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire du monde (rapport 2014 de synthèse sur la faim dans le monde de l'IFPRI).



2014 GLOBAL HUNGER INDEX BY SEVERITY, IFPRI, 2014

Dans ce contexte les pays, en concertation avec l'Union Africaine, sont engagés dans l'élaboration de politiques nationales pour le développement de l'agriculture, les Plans de Développement de l'Agriculture en Afrique. De même certaines Communautés Economiques Régionales ont engagé le même type d'approche en complément de l'échelon national. « La vision (des PDAA) est, cette fois, que l'Afrique soit capable de mobiliser effectivement et efficacement à la fois ses propres ressources et l'aide internationale pour avoir un réel impact sur la productivité agricole et ainsi influencer sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté... ». Basée sur 4 piliers, la méthode aborde particulièrement les questions liées à l'eau sous le pilier 1, le choix et la mise en œuvre des mesures relevant de chaque Etat avec une coordination panafricaine. Les récentes déclarations des Ministres Africains de l'Agriculture, du Développement Rural, des Pêches et de l'Aquaculture ont notamment relevé que le changement climatique était l'un des défis majeurs pour l'atteinte de cette ambition (Joint AU Conference of Ministers of Agriculture, Rural Development, Fisheries & Aquaculture 28 April – 02 May 2014, AUCC, Addis Ababa). Cette préoccupation a été également relevée par les partenaires techniques et financiers (Development Partners Task Team (DPTT), Lundi 17 Février 2014) et l'Union Africaine (déclaration de Malabo des 26 et 27 juin 2014). L'ensemble de ces prises de positions étayées par divers travaux souligne le chemin qui reste à accomplir dans la prise en compte de l'eau comme facteur essentiel d'adaptation de l'agriculture de l'Afrique Sub Saharienne au changement climatique.

Le changement climatique accentue les défis à relever par le secteur de la production agricole et la production alimentaire en général, avec une variabilité climatique plus importante, un défi en soi pour la culture et l'élevage, mais également des événements extrêmes plus fréquents (sécheresses et



PROJECTION DE L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE SUB SAHARIENNE

inondations). Le dernier rapport du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat est sans équivoque sur les impacts prévisibles dans les années et décennies à venir. Pour l'agriculture dont dépendent très fortement la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté dans les pays d'Afrique Sub Saharienne, c'est bien du fait des effets attendus sur les ressources en eau que le changement climatique va avoir un impact majeur, catastrophique si des mesures ne sont pas prises. Le manque d'eau pendant le cycle de production, (en agriculture pluviale - l'immense majorité des surfaces cultivées et exploitées en pâturage – et en agriculture irriguée), la survenue d'inondations avant la récolte, sont des menaces réelles pour la sécurité alimentaire de zones déjà en difficultés.

Dans ce contexte en constante évolution il est indispensable pour les acteurs de la sécurité alimentaire non seulement de pouvoir mettre en place des solutions adaptées aux conditions climatiques nouvelles mais également de disposer de dispositifs d'anticipation et d'adaptation en continu. Une telle proactivité dans l'adaptation des politiques de sécurité alimentaire face aux effets du changement climatiques exige un « dialogue » permanent avec les politiques de l'eau et des ressources naturelles en général.

Le cloisonnement des politiques sectorielles reste un des plus grand défis de l'adaptation au changement climatique qui fait l'objet de l'agenda des solutions prévu pour la COP Climat 21 fin 2015. Dans le même temps le contexte international : thème « eau et sécurité alimentaire » du Comité pour la Sécurité Alimentaire mondiale en 2015, fixation des ODD post-2015, COP 21 – tout comme l'acuité chaque année plus forte de la faim dans les pays représentent un appel et une ouverture à innover et créer les conditions de nouvelles formes de gouvernance.

B. Rénové le dialogue entre politiques de sécurité alimentaire, d'eau et d'énergie en s'appuyant sur le réseau mondial du GWP et l'expertise d'ADECIA

La somme des connaissances sur les questions de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles, notamment les sols et l'eau, dans le contexte du changement climatique ne cesse d'augmenter. Pour autant l'évolution des pratiques sur le terrain et la résilience aux évènements climatiques, qualifiés d'extrêmes aujourd'hui mais courants demain, reste insuffisante. La valorisation de ces connaissances pour la sensibilisation des décideurs aux enjeux et aux solutions possibles et in fine pour l'adaptation des politiques publiques nationales, régionales et mondiales est un défi à relever chaque jour.

Les politiques liées à la sécurité alimentaire qui sont situées au carrefour de nombreux secteurs (agriculture, gestion des ressources naturelles, énergie, commerce, etc.) sont extrêmement complexes. Par ailleurs l'imbrication qui existe entre ces politiques aux niveaux nationaux, régionaux et globaux du fait des échantons est particulièrement élevée. Cela explique pour partie les difficultés à traduire concrètement dans la gouvernance les avancées techniques et scientifiques pourtant régulières. Dans le même temps la dimension dynamique qu'ajoute au problème le changement climatique vient augmenter cette complexité et poser des défis encore plus grands aux décideurs. Le processus décisionnel, pour être à la fois pertinent et efficace, a donc grandement besoin d'être alimenté en permanence sur des bases techniques solides et dans le respect des principes démocratiques.

Compte tenu de la cinétique des changements climatologiques, l'évolution simultanée et coordonnée de la politique de l'eau avec les politiques sectorielles utilisant les services liés à l'eau – notamment sécurité alimentaire et énergie - conditionnera, le succès de ces politiques. Un tel niveau de gouvernance intégrée n'est possible qu'à condition que soit rénovés et inventés à toutes les échelles pertinentes des dispositifs

de recherche et développement et de gouvernance – y compris systèmes d'information des décideurs - efficaces et soutenables.

Forts de leurs expériences et de leur expertise dans les domaines du développement face au changement climatique d'une part, des politiques agricoles et de l'agronomie en milieu Sub-Saharien d'autre part, le GWP et ADECIA / Ministère de l'Agriculture s'associent afin de piloter une initiative innovante d'appui institutionnel et technique à la sécurité alimentaire en Afrique Sub Saharienne.

II. Complémentarité des partenaires de l'action : l'expertise publique d'ADECIA alliée au réseau mondial du GWP

Dans ce contexte la coopération entre la plateforme de dialogue multi-niveaux que représente le Partenariat Mondial pour l'Eau (GWP) et le cadre de mobilisation d'expertise que représente ADECIA a un rôle important à jouer dans l'identification et la structuration des priorités à différents niveaux en termes de politiques de sécurité alimentaire d'une part, dans la formulation participative de propositions pour le futur d'autre part.

En effet Le Partenariat Mondial pour l'Eau (GWP) a été mis en place afin de favoriser l'atteinte des objectifs de développement adoptés lors du Sommet de la Terre de 1992. 20 années après sa création il assume pleinement ses fonctions de catalyseur de l'adaptation continue des politiques publiques et de la gouvernance, de diffusion et partage des connaissances et de développement des synergies entre acteurs, aux niveaux global, régional, national et local.

En Afrique, le réseau est fort de plusieurs centaines de partenaires très impliqués. Répartis dans les cinq grandes régions, plus de 30 Partenariats Nationaux de l'Eau ont été constitués.

GWP regions

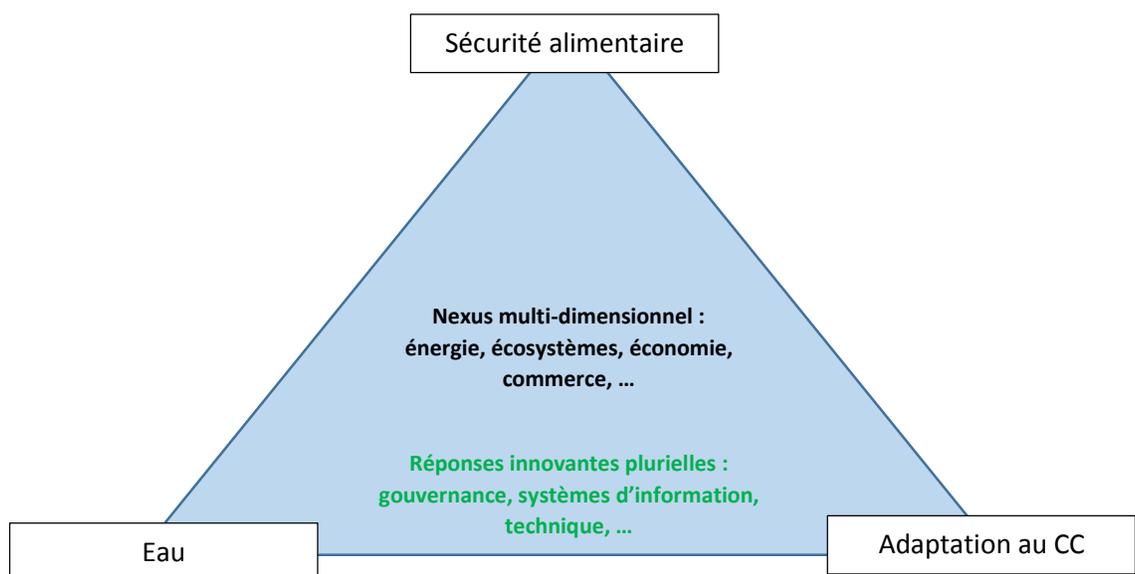


Depuis 2012 le réseau du GWP met en œuvre le programme « Water for Climate and Development in Africa ». Cette approche innovante consiste, après une phase d'identification concertée des priorités à l'échelle de pays et de grands bassins versants internationaux, à agir simultanément et en synergie sur les politiques publiques et sur le terrain. Cette action synchronique permet notamment une itération en temps réel entre les deux niveaux et est garante de la pérennité des réformes entreprises. Ce programme a reçu le soutien de l'Union Africaine et d'autres partenaires du développement en Afrique Sub Saharienne.

Le Groupement d'Intérêt Public Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux (ADECIA) a été créé par un arrêté du ministre en charge de l'agriculture en date du 24 juillet 2007. Ses membres fondateurs sont le Ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la Forêt (MAAF), le Réseau des chambres d'agriculture françaises (APCA), l'Agence de services et de paiement (ASP) et FranceAgriMer ; le GIP regroupe également une quinzaine de structures publiques œuvrant à l'international. Le GIP ADECIA intervient dans les secteurs de l'agriculture, l'alimentation, la pêche et la forêt à l'international. Parallèlement à la mise en oeuvre d'actions au service de ses membres, le GIP a pour mission de renforcer la mobilisation de l'expertise publique de ses membres à l'international et assure, pour leur compte, l'ingénierie de projets de coopération tels que les jumelages institutionnels ou les marchés d'assistance technique en appui aux politiques publiques.

En 2015 le contexte international met en évidence avec une acuité forte le besoin de mobiliser le fort potentiel qui réside dans la mise en synergie du réseau du GWP et de l'expertise d'ADECIA en matière de politiques publiques de sécurité alimentaire face aux dangers du changement climatique. En effet la nécessaire mobilisation des pays sur les enjeux de sécurité alimentaire et d'eau face au changement climatique en Afrique Sub Saharienne débouchera sur des engagements de la communauté internationale, notamment lors de la COP 21 Climat en décembre. Or il sera important de valoriser ces travaux aux niveaux des pays et des autres acteurs globaux (FAO, FIDA, CSA, CGIAR, Commission Européenne, Banque Mondiale, etc.) afin qu'ils débouchent sur des changements efficients et durables sur le terrain.

Au-delà du processus d'alimentation du débat global sur la base des positions nationales, il conviendra d'accompagner au niveau des pays la prise en compte des réflexions nationales et des résolutions internationales. Dans cette phase la complémentarité entre le réseau local du GWP pour mobiliser les acteurs et l'expertise d'ADECIA pour aider à transcrire les priorités en processus de changement, jouera un rôle clé. Une telle synergie favorisera par ailleurs l'adhésion des décideurs nationaux et régionaux et suscitera l'intérêt des partenaires techniques et financiers, créant ainsi un ensemble de conditions propices à une mise en mouvement des processus liés aux politiques d'adaptation au changement climatique et aux politiques de sécurité alimentaire (agriculture, gestion des ressources naturelles, développement rural, transformation, etc.).



III. Une approche progressive pour mobiliser les acteurs nationaux, nourrir le dialogue global et accompagner les dynamiques nationales générées

S'inscrivant dans les dynamiques nationales et internationales actuelles, cette initiative en faveur de la sécurité alimentaire face au changement climatique est conçue en trois phases.

Phase 1 : Mobiliser les acteurs à l'échelle nationale pour l'identification de priorités et propositions dans une dizaine de pays d'Afrique Sub Saharienne

Fort de son expérience le réseau du partenariat mondial de l'eau se mobilise en 2015 aux niveaux régional dans 4 régions d'Afrique Sub Saharienne et national dans 8 pays pour mener une consultation sur les enjeux et propositions relatives à la sécurité alimentaire et à l'eau. Un document de projet séparé ainsi que le cahier des charges des consultations adressé à chaque pays est disponible.

Les documents cadres existants dans chaque pays et région, les politiques publiques en particulier, seront étudiés à cette occasion. Des entretiens avec les personnes ressources viendront étayer et enrichir la réflexion prospective. Un séminaire participatif final permettra aux acteurs de débattre des priorités et propositions de réponses et de légitimer les conclusions qui seront produites dans chaque pays.

Une série de rapports compilant les résultats de ces travaux prévus pour se dérouler entre avril et juin sera produite à la suite de ce travail d'analyse et de concertation.

Cette phase fait l'objet d'un partenariat technique et financier entre le secrétariat mondial du GWP, et à travers lui les entités régionales et nationales, et le MAAF.

Phase 2 : Structurer les messages clés en vue du CSA 2015 et de la COP 21 et animer une concertation régionale visant à définir un projet de mise en œuvre des priorités

A l'instar du traitement réalisé à partir des rapports produits dans les pays sur la définition des objectifs du développement durable, les informations et résultats de la concertation menée au niveau des pays devront être analysés et structurés afin d'être portés à l'attention de la communauté internationale avec un maximum de chance d'être pris en compte.

Dans cette optique ADECIA mobilisera l'expertise nécessaire à la compréhension des enjeux nationaux et de leurs implications à l'échelle internationale afin de proposer une lecture hiérarchisée et contextualisée des rapports nationaux des différents pays.

L'objectif à moyen terme en apportant un appui au dialogue national et aux discussions globales sur la sécurité alimentaire au sein du nexus eau-alimentation-énergie-écosystèmes face au changement climatique est d'appuyer *in fine* l'évolution de la gouvernance et des politiques publiques. En effet l'adaptation institutionnelle conditionne toute évolution durable des pratiques et donc l'amélioration des conditions de vie des populations face aux effets négatifs du changement climatique.

Construire sur les acquis de la phase nationale et les travaux menés au niveau global assurera une pertinence et une appropriation maximales de l'initiative par les pays et les acteurs de terrain d'une part, par les acteurs internationaux d'autre part. Dans ce cadre, l'ambition est d'élaborer de manière concertée un programme d'appui institutionnel et technique aux instances engagées dans l'initiative en partenariat

avec des partenaires financiers intéressés et en accord avec cette approche *bottom-up* de la coopération internationale. A cette fin le monde de la recherche agronomique, notamment le CIRAD et l'IRD et leurs partenaires, seront mobilisés pour identifier des techniques innovantes et les processus à mettre en œuvre pour les adapter aux conditions locales (économiques, environnementales, sociales) et assurer leur réussite durable.

Un bailleur important et engagé sur les thématiques abordées ici est le FFEM dont le MAAF est membre du comité de pilotage. Il est donc prévu que dans le cadre de son appui ADECIA puisse poser les bases d'un projet qui réponde aux ambitions affichées dans les étapes antérieures et permette de promouvoir les priorités du FFEM. ADECIA aura donc pour mission de coordonner avec l'appui du réseau GWP l'élaboration d'un projet multi-partenarial visant à appuyer les pays dans l'amélioration de la résilience de leur sécurité alimentaire face au changement climatique avec les autres acteurs impliqués aux niveaux pays et international.

Pour cette phase qui nécessitera une concertation intense à plusieurs niveaux territoriaux et sur différents plans (techniques, politiques, financiers) ADECIA et GWP proposeront aux acteurs un schéma de gouvernance de l'initiative qui assure la qualité et l'efficacité des échanges et la transparence des processus de décision. Cette organisation préfigurera les modalités de gouvernance à adopter pour la phase de mise en œuvre du projet.

Cette phase se déroulera sur une durée d'une année maximum correspondant à la durée moyenne du processus de montage et calage financier pour un projet de ce type, soit de début 2015 à début 2016.

Les tâches détaillées de cette phase sont en particulier :

- l'appui à 9 pays, retenus pour leur motivation exprimée par le partenariat de l'eau du pays en lien avec les acteurs impliqués du pays, pour identifier les enjeux et les priorités en termes de sécurité alimentaire et changement climatique
- une analyse des rapports nationaux concrétisée par une note synthétique dans le contexte de l'Afrique Sub Saharienne à exploiter pour favoriser une compréhension collective des enjeux par les pays participants et les instances régionales pertinentes (Commission de l'Union Africaine, communautés économiques régionales par exemple)
- un atelier de réflexion sur les diagnostics nationaux et l'établissement des priorités à traiter dans un projet de développement. Un schéma de gouvernance pour l'élaboration et le suivi du projet devra aussi être adopté à cette occasion.
- une Note d'Opportunité de Projet à soumettre aux FFEM et aux autres partenaires techniques et financiers intéressés.

Phase 3 : Apporter un appui institutionnel et technique en vue d'une sécurité alimentaire résiliente au changement climatique tenant compte des enjeux eau-alimentation-énergie.

Sur la base des résultats de la phase précédente, notamment la NOP, il s'agira de développer un projet d'appui à la résilience de l'agriculture et la sécurité alimentaire dans plusieurs pays d'Afrique et plus tard par extension dans d'autres régions et concourant aux objectifs du FFEM et à d'autres fonds d'aide internationale afin de mettre en œuvre un projet d'appui institutionnel et technique innovant sur une durée de 3 à 5 ans d'une ampleur de 4 à 6 M€ avec ses différentes composantes qui pourront aborder notamment les aspects liés à :

- les politiques publiques (traduction locale des résolutions internationales, liens entre plans d'adaptation et politiques sectorielles, coopération relative aux eaux transfrontalières, planification et financement des investissements, « veille climatique », ...);
- l'adaptation des pratiques agricoles et leur diffusion (développement et promotion de solutions innovantes agro-écologiques adaptées localement, en particulier via des projets pilotes, formation des acteurs);
- le renforcement du travail concerté entre secteurs et entre niveaux décisionnels (valorisation et partage des connaissances, création de plateformes de dialogue locales durables).

Un résultat corollaire de cette phase de développement sera la valorisation des travaux de recherche abondants et encore peu diffusés, notamment les travaux du CIRAD et de l'IRD et les travaux des consortiums financés par la DG Recherche de la Commission Européenne.

IV. Budget

Budget de la phase 1

	Cofinancement MAAF	Cofinancement GWP	Cofinancement GIZ Bénin mobilisé par GWP Bénin
Consultation dans 9 pays sur eau et sécurité alimentaire (Nigeria, Burkina Faso, Ethiopie, Mali, Bénin, Soudan, Ouganda, Cameroun, Zimbabwe)	30 000 euros	40 000 euros	10 000 euros

Budget prévisionnel de la phase 2 (2015)

	Cofinancement MAAF	Cofinancement GWP
Analyse rapports nationaux et décisions du CSA, synthèse sur les priorités nationales, régionales, atelier régional de validation des synthèses et définition concertée du projet, projet et NOP, stratégie de financement du programme	25000 euros	25000
TOTAL	25 000 euros	25 000 euros

Budget estimatif de la phase 3 (2016-2020)

	Financement envisagé
Programme Agriculture et Climat sur 3 à 5 ans	Divers bailleurs internationaux/bilatéraux
TOTAL	4 à 6 millions euros